

Massacres au Burundi : une Réginoise appelle à l'action

Radio-Canada, 5 septembre 2017 Une Burundaise de Regina, Ritva Gahimbare, se réjouit que la Commission d'enquête des Nations unies sur le Burundi reconnaisse que le pays est le théâtre de crimes contre l'humanité, et appelle la communauté internationale à agir. « Il faut que [le rapport] soit suivi d'actions concrètes et que les responsables des crimes soient punis parce qu'on a beaucoup de rapports, mais les crimes sont restés impunis jusqu'à maintenant », dit-elle. [Photo : Des réfugiés burundais au Rwanda.]

Elle souhaite une intervention militaire. « On a un gouvernement qui utilise des milices armées, qui menace des gens, et des gens se font tuer chaque jour », souligne-t-elle. La crise politique que traverse le Burundi depuis 2015 s'accompagne d'une crise grave en matière de droits de la personne. La Commission fait notamment état d'assassinats, de viols, de disparitions forcées ou encore de torture. Son rapport souligne également le climat de peur qui muselle le pays. Mme Gahimbare témoigne que de nombreux ressortissants burundais, dont elle-même, partagent ce sentiment de peur et s'inquiètent du sort de leurs familles restées au pays. « Beaucoup d'entre nous craignent des représailles parce qu'il y a un service de renseignement secret très développé au Burundi, qui utilise la terreur, et c'est pour cela que les gens ici ont peur pour les membres de leur famille restée là-bas », confie-t-elle. Selon le rapport, 471 000 personnes, soit environ 4 % de la population du pays, sont réfugiés. D'après les informations de Lise Ouangari

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});